

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ECOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ETUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : geo2000.org

N° 72 – SEPTEMBRE 2008

SOMMAIRE :

P.2

EDITORIAL,

PAR PAUL RECHTER, CONSEILLER AU CABINET DU MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION, VICE-PRESIDENT DE GEOSTRATEGIES 2000

P.4

« QUELLES INSTITUTIONS POUR UN ÉTAT DÉMOCRATIQUE ? »

JEAN-LOUIS DEBRÉ, ANCIEN PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, PRÉSIDENT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

P.8

« VERS UN NOUVEAU MOYEN-ORIENT »

ALEXANDRE ADLER, HISTORIEN

P.11

« LA DÉFENSE EUROPEENNE ET SES AMBIGUÏTÉS »

GENERAL D'ARMÉE JEAN COT

P.15

« L'ARCTIQUE ET LES DERNIERS TERRITOIRES VIERGES DE L'EXPLORATION PETROLIERE ET GAZIERE »

THIERRY DESMAREST, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GROUPE TOTAL

P.15

LA SECURITE DES APPROVISIONNEMENTS GAZIERS DE L'EUROPE

CHRISTIAN STOFFAËS, PRÉSIDENT DU CEPII

P.19

LA CRISE FINANCIERE VA-T-ELLE MODIFIER LA HIERARCHIE DES PUISSANCES ?

DOMINIQUE DE VILLEPIN, ANCIEN PREMIER MINISTRE

AGENDA

19 SEPTEMBRE - 8H15 - RESTAURANT DU SÉNAT

« **QUEL PACTE ENTRE LA FRANCE ET SON ARMÉE ?** »

BRUNO TERTRAIS, MEMBRE DE LA
COMMISSION DU LIVRE BLANC, MAÎTRE POUR LA RECHERCHE STRATÉGIQUE

ERRATUM

LETTRE N°71 :

Article « Que veut l'Iran ? » (S.E. Ali Ahani), lire :

« la production de drogue en Afghanistan s'est élevée à **6 130** tonnes en 2006. »

Article « Le monde est-il plus dangereux ? » (Mathieu Guidère) : « **La propagande des islamistes radicaux** affirme que 75 % des Israéliens sont également Américains »

« QUELLE POLITIQUE EXTERIEURE POUR LES ETATS-UNIS A L'ISSUE DES ELECTIONS ? ENTRE CONTINUITE, RUPTURE OU REALISME : LES OPTIONS DES CANDIDATS »

***Paul Rechter, Conseiller au Cabinet du Ministre de la Culture
et de la Communication Vice-Président de Géostratégies
2000***

La course à la Maison-Blanche verra donc s'affronter pour la première fois de son histoire un jeune sénateur noir de 46 ans et un héros de la guerre du Vietnam de 25 ans son aîné.

Au soir du 4 novembre 2008, les américains auront élu le 44ème Président des Etats-Unis d'Amérique.

Bien des dossiers les attendent : la situation du système de santé, la lutte contre l'immigration galopante, la fragilité des établissements de crédits, la paupérisation croissante des catégories les moins favorisées de la société, la résorption de la dette extérieure et bien évidemment la stratégie à adopter en Irak et en Iran.

Sur le plan économique, Barack Obama adopte, durant cette campagne, une posture classique pour un candidat démocrate cherchant à séduire les classes populaires et moyennes en proposant une redistribution des richesses, des baisses massives d'impôts pour les catégories les moins aisées, une revalorisation du salaire minimum, un programme d'investissement public relançant l'emploi dans les secteurs des infrastructures et de l'énergie, le lancement d'un plan « d'assurance maladie pour tous » dite universelle, un plus grand contrôle des marchés financiers et des banques ...

John Mac Cain incarne le candidat libéral favorable notamment à la réduction des dépenses publiques et plus précisément celles relatives aux minimas sociaux qu'il souhaite transformer en crédits d'impôts ...

Leurs conceptions du rôle des Etats-Unis, dans le cadre des relations internationales, varient considérablement.

Celle de John Mac Cain s'appuie sur les thèses des néo conservateurs du parti républicain qui, depuis le 11 septembre 2001, estiment que les États-Unis sont confrontés à une guerre de civilisation qu'il faut mener partout dans le monde. Barack Obama qui a mis du temps à forger sa doctrine de politique étrangère se réfère aux principes de Realpolitik théorisée par James Baker, Secrétaire d'État du Président George H.W. Bush dans les années 80. Il se plaît non sans ironie à renvoyer les républicains aux excellents choix tactiques de ce fin stratège, qui évita notamment aux États-Unis de s'embourber en Irak à l'issue du premier conflit du Golfe en 1991.

Pour Barack Obama, la diplomatie doit reprendre sa place centrale dans la définition et la gestion de la politique extérieure, et c'est aux États-Unis de se conformer davantage aux règles du droit international. Par opposition, John Mac Cain considère que les États-Unis peuvent, s'ils jugent leur sécurité menacée, recourir prioritairement à la force de façon unilatérale et ceci quel que soit le soutien ou non du Conseil de sécurité des Nations unies.

Première pierre d'achoppement : l'Irak. John Mac Cain a clairement pris parti pour un maintien des troupes américaines voire une augmentation de ses effectifs jusqu'à ce que la guerre soit terminée, « en 2013 » ajoute-t-il ! Barak Obama, opposé dès le début à l'invasion de l'Irak, s'est engagé à rapatrier les GI en 16 mois. Second dossier où les approches diffèrent : l'Iran. Alors que John Mac Cain prône un renforcement des sanctions et des pressions internationales, Barack Obama souhaite, quant à lui, donner sa chance aux efforts diplomatiques en s'appuyant sur les efforts de l'AIEA et sur ceux du Conseil de sécurité des Nations unies. Si Obama exclut toute intervention militaire, Mac Cain laisse planer le doute sur cette option.

En revanche sur le conflit entre israéliens et palestiniens, Barack Obama, partisan d'un soutien conditionné à Israël, a dû faire volte-face afin de ménager l'électorat de la communauté juive. Ses déclarations sur le droit au retour des réfugiés palestiniens, sur la situation de Jérusalem ont été critiquées et c'est devant le lobby pro-israélien de l'AIPAC* qu'il s'est déclaré soudainement favorable à ce que Jérusalem demeure la capitale indivisible et éternelle d'Israël et s'est montré d'une grande fermeté vis-à-vis du Hezbollah et du Hamas. Les palestiniens qui nourrissaient quelque espoir d'un changement de la position américaine ont été déçus. L'Europe n'est pas une priorité pour John Mac Cain. Il ne la considère qu'à travers l'OTAN et tient dans sa campagne des propos assez durs sur certaines des ambitions régionales de la Russie comme l'illustre le conflit en Ossétie. Bien plus européen, Barack Obama a su, à Berlin comme à Paris, renouer avec la tradition transatlantique des États-Unis en plaidant notamment pour une coopération accrue sur des sujets comme le réchauffement de la planète, la lutte contre les inégalités...

Au-delà de ces différences, quelles seront les marges réelles de manœuvre de l'un ou l'autre candidat une fois élu ? Faibles probablement. Sur le dossier irakien, Barack Obama sait qu'il ne peut réellement procéder au retrait progressif des troupes américaines en Irak sans faire plonger la région dans un chaos immense.

John Mac Cain mesure, quant à lui, à quel point un enlèvement en Irak serait coûteux en hommes, en argent et en popularité. Le réalisme prévaudra probablement car le consensus sur une fermeté totale vis à vis de l'Iran commence à s'effriter au sein du camp républicain surtout si la situation venait à se dégrader en Iran.

Sans remettre en cause la volonté de refonder la politique extérieure de son pays, Barack Obama, aura-

t-il le courage et les soutiens nécessaires pour faire sauter les résistances au changement avec l'omniprésence des services de renseignement dans l'appareil de décision politique et l'influence au Sénat du lobby militaro-industriel ? Le recrutement de Joe Biden donne de la crédibilité à Barack Obama et rassure les milieux diplomatiques comme ceux de la défense nationale.

John Mac Cain, personnalité bien plus complexe qu'il n'y paraît, pourrait-il surprendre en prenant ses distances avec « les faucons » du parti républicain qui le soutiennent activement durant cette campagne pour bâtir une politique étrangère moins unilatéraliste... ?

Contrairement à la dernière élection, les pronostics sont difficiles à établir tant les écarts entre les deux hommes sont serrés et la société américaine difficile à scruter. Espérons, pour la stabilité du monde, que le futur Président des Etats-Unis d'Amérique soit un homme de dialogue, d'ouverture et attaché à l'universalisme de sa mission.

P.R.

* American Israël Public Affairs Committee

« QUELLES INSTITUTIONS POUR UN ETAT DEMOCRATIQUE ? »

JEAN-LOUIS DEBRÉ, ANCIEN PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, PRÉSIDENT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Premier invité de cette nouvelle année 2008, le Président du Conseil Constitutionnel, Jean-Louis Debré, était le 22 janvier l'hôte de Géostratégies 2000, au Cercle National des Armées. Avec véhémence, l'ancien Président de l'Assemblée Nationale a vanté les mérites de notre Constitution et critiqué vivement les courants de pensée qui se développent actuellement en faveur d'une réforme des institutions. Hostile à l'octroi de droits nouveaux au Parlement, il a toutefois reconnu la nécessité d'une certaine évolution et s'est montré favorable à un pouvoir de contrôle accru pour le Palais Bourbon.

D'entrée de jeu et sans ambages, Jean-Louis Debré s'avoue préoccupé par deux sujets d'actualité. Le premier, le débat sur la laïcité, l'angoisse, selon ses propres dires. Après des années de haine et d'affrontements, la loi de 1905 était parvenue à calmer le jeu. Il est regrettable de réouvrir ce dossier, de songer à modifier le préambule de la Constitution pour y inscrire une nouvelle conception de la laïcité, s'insurge-t-il. Le second, la réforme des institutions, le consterne. Notre Constitution de 1958 a été élaborée en réaction contre les dérèglements de la IVème République, les crises ministérielles et gouvernementales à répétition. Je ne comprends pas les divisions du moment entre régime parlementaire et régime présidentiel. Les auteurs de notre Constitution ont voulu donner au gouvernement les moyens d'une action forte, pour que les crises aient lieu à l'intérieur des institutions. Le régime actuel permet une souplesse de ces institutions, la résolution des crises en douceur, l'alternance, la cohabitation. Il correspond au tempérament français, à la personnalité de nos dirigeants. Il est mauvais de vouloir mettre les institutions dans un moule, de toucher au rôle du Premier Ministre, qui est fondamental, puisqu'il évite que l'on remette en cause l'autorité de l'Etat.

v LES DANGERS DE LA DEMAGOGIE PARLE-MENTAIRE

Quant aux droits nouveaux qui seraient octroyés au Parlement, je ne vois pas de quoi il peut s'agir, puisque notre Parlement a déjà tous les droits, lance-t-il avec véhémence. L'idée que l'ordre du jour soit mis à la disposition des députés est stupide, cela entraînera un blocage des institutions, une inaction, puisque des manœuvres se succéderont pour retarder au maximum le vote de la loi. La présence du Président de la République dans l'hémicycle est également à proscrire, même si cela a déjà existé. Cela mettrait le chef du gouvernement dans une situation d'affrontement, amoindrirait son autorité et provoquerait une crise politique. Cette surenchère nuit à l'autorité de l'Etat, affirme Jean-Louis Debré. La nomination des hauts fonctionnaires par le Parlement est une autre absurdité. Cela aboutirait à des marchandages. C'est actuellement le cas en Espagne, où les membres des Cortés ne nomment que ceux qui appartiennent à leur parti et qui ont su s'entourer d'une « cour » efficace. A l'heure où ce pays cherche à se débarrasser de ce système basé sur la démagogie parlementaire, nous cherchons à l'appliquer, ironise-t-il. Il y a toutefois une réelle nécessité de réformer. Il faut limiter toutes ces autorités indépendantes qui pullulent, donner au Parlement un pouvoir de contrôle quotidien sur le gouvernement, faire en sorte que les Commissions soient de réelles Commissions d'enquête et d'investigation, que son Président, ses membres et ses rapporteurs n'appartiennent pas au même parti. Il n'y a aucun intérêt à étendre le pouvoir législatif du Parlement, en revanche, il est indispensable de renforcer son contrôle, martèle Jean-Louis Debré. Il serait également judicieux d'autoriser l'exception de la Constitution, c'est-à-dire permettre à chaque citoyen de demander si le texte qui lui est appliqué est conforme à la Constitution (mais pas en première instance). Le Président de la République n'a pas été élu sur le thème de la rupture, qui a été récurrent dans toutes nos élections présidentielles, mais parce qu'il a donné le sentiment que l'homme politique est capable d'imposer ses vues, souligne Jean-Louis Debré. Les projets de réforme soulèvent de faux problèmes, ils vont faire naître un fort courant anti-parlementaire, ils risquent de paralyser l'Etat, et plus grave, de raviver des guerres de religion, au sens propre du terme, mais aussi dans la sphère politique, conclut-il en guise d'avertissement.

Suite à cette brillante plaidoirie, le débat, animé par Raymond Douyère, Président de Géos-tratégies 2000, a permis un dialogue enrichissant et animé.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : Vous vous posez en défenseur acharné de notre Constitution. Le Parlement ne peut mener actuellement des études fiscales approfondies, connaître la réalité des chiffres, voter en toute objectivité. Ne serait-il pas judicieux de lui rattacher le service de législation fiscale, toujours entre les mains du gouvernement ?

Je tiens à préciser, tout d'abord, que je suis un défenseur acharné du respect de l'autorité de l'Etat, et non pas de la Constitution. Le rôle du Parlement n'est pas de gouverner à la place du gouvernement, mais de contrôler son action, celle de l'administration. Le Parlement doit également évaluer les politiques publiques. S'il pouvait s'appuyer sur une véritable Commission des Finances, ce serait possible. La Commission du Budget s'acharne sur le budget, qui n'est que prévisionnel. Elle ferait mieux de s'intéresser davantage à la loi de règlement à la fin de l'exercice budgétaire, ainsi, on pourrait vérifier si les hypothèses globales ont été bonnes ou non. Le rattachement d'un service de législation fiscale et de prévision économique pourrait, en effet, se révéler positif.

Rémi Aufrère (Conseiller municipal, Puy de Dôme - Administrateur d'organismes sociaux) : Quelle est votre opinion sur la réorganisation de la Police et de la Gendarmerie Nationale ? Comment voyez-vous l'évolution des collectivités territoriales ? Une disparition des départements ? Une diminution du nombre des communes ?

Je répondrai plutôt sur la fusion des services de renseignement (RG et DST), qui constitue selon moi une erreur fondamentale. Deux services sont nécessaires pour permettre un équilibre, ils sont garants de moins de concentration et d'abus de pouvoir. Aujourd'hui, nous sommes obsédés par le modèle américain, mais il ne correspond pas à notre tempérament. L'insécurité juridique constitue la pire des

choses. En France, on ajoute toujours, on ne supprime jamais. Je n'ai pas d'idée précise sur les départements et les régions, mais il faut faire un choix, on a trop tendance à multiplier les échelons. Sur un plan économique, je me prononcerais en faveur des régions, qui sont sous-représentées, compte tenu de l'évolution de la population. La suppression de communes serait une aberration. Le maire représente la démocratie de proximité. Il faut conforter son rôle social et humain. Personnellement, je suis pour une simplification administrative, qui repose sur quatre échelons : Commune, communauté de communes, région et Etat.

Martin Boyer (Directeur de Mac Farland Partners) : Seriez-vous favorable à une démocratie participative, qui autoriserait le référendum d'initiative populaire, prévu dans la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789, présent dans le préambule de notre Constitution et qui a fait ses preuves en Suisse et en Californie ?

On ne peut comparer la Suisse et la France. Vous semblez admiratif du régime britannique, mais nous sommes en France, et ici, c'est le gouvernement qui légifère. D'ailleurs, même le Parlement anglais ne fait pas la loi, sa majorité soutient des projets déposés par le gouvernement. Des problèmes se posent, car il y a une dérive, on réglemente tout désormais, on légifère sur des situations individuelles, sur le coup de l'émotion. Ce n'est pas du ressort du Parlement de s'occuper de tous ces détails techniques. La loi est devenue un instrument de communication politique, elle ne résout plus les problèmes de fond, alors qu'elle devrait être un instrument juridique de la politique gouvernementale. Quant au référendum d'initiative populaire, je trouve ce système exécrationnel. Il y aurait continuellement des pétitions, l'autorité du Parlement serait sans cesse remise en cause. Cela tuerait nos institutions et paralyserait l'Etat, au niveau national et local.

Michèle Gaillard (Consultante) : Que pensez-vous de l'éventualité de l'introduction de la proportionnelle dans les élections législatives ?

Deux conceptions coexistent. Si l'on considère que voter, c'est élire une Assemblée à l'image de sa nation, alors on choisit la proportionnelle. Sinon, c'est le scrutin majoritaire, avec une Assemblée qui permet une délégation de la souveraineté du gouvernement. C'est ce système qui a ma préférence. Car, avec la proportionnelle, lorsque survient une crise, il faut retourner aux urnes et souvent la même majorité revient au pouvoir, ce qui ne résout rien. Ou alors, c'est le petit parti charnière qui fait pencher la balance et décide en dernier ressort. Est-ce vraiment sain ? De toute façon, je suis opposé à la cohabitation de parlementaires élus de manière différente.

Max Auriol (Administrateur Général (H) - GIE Cartes Bancaires) : Le non-cumul des mandats est-il une réforme nécessaire pour favoriser la présence des parlementaires ? Ne risque-t-il pas de réduire leur capacité de dialogue avec les citoyens ?

C'est un sujet complexe. Etre maire et député à la fois comporte plus d'avantages que d'inconvénients. C'est complémentaire et enrichissant. A l'Assemblée, il y a en permanence des députés manquants, non pas pour cause de cumul de mandats, mais parce qu'ils exercent d'autres métiers. Cela me gêne plus, car ils utilisent leurs mandats à des fins privées. Par ailleurs, je me méfie aussi des technocrates de la politique, coupés de la réalité. Il faut réussir à imposer une présence sur les bancs de l'Assemblée, regrouper les votes le mardi et mercredi et éventuellement sanctionner les députés absents. Mais, tout ceci est très difficile et cache de nombreuses ambiguïtés, car les électeurs veulent aussi voir leurs élus sur le terrain. J'ajoute un petit mot sur la parité. J'y suis bien sûr favorable, mais l'imposer par la loi me gêne.

Jean-Pierre Duport (Conseiller d'Etat en service extraordinaire, ancien préfet de la région Ile de France) : Ne serait-ce pas intéressant de faire évoluer le système institutionnel différemment sur tout le territoire ? Comment réagissez-vous à la proposition de faire débattre le Parlement sur les textes après

amendements et passages en Commissions ? Quel est votre sentiment sur la mission d'évaluation et de contrôle ?

Concernant votre premier point, je partage votre opinion. La région parisienne, par exemple, a besoin d'une administration précise. On pourrait imaginer de petites régions autour de Paris, ailleurs de plus grandes. En fait, c'est le découpage administratif qui pose problème. Il faut façonner un cadre sur mesure. Je suis très réservé sur la proposition que vous évoquez ensuite. Le texte risque d'être dénaturé en Commission. Cela va favoriser encore l'inaction générale. Au contraire, il faut agir et organiser l'action gouvernementale. Quant à la mission d'évaluation et de contrôle, elle va apporter une aide considérable au travail du Parlement. Il disposera d'outils pour mesurer l'action du gouvernement, la politique administrative et publique.

François Cantegreil (Président Directeur Général de SEMIA et le Général Pierre Warme
(Conférencier) :

Etes-vous satisfait de la « production » du Conseil Constitutionnel ? Comment le comparer à d'autres Cours Suprêmes ? Quelles évolutions ou réformes souhaitez-vous ? Peut-il s'auto saisir d'un texte ?

La création du Conseil Constitutionnel a été l'expression d'une révolution fondamentale. Il a obligé le législateur à respecter la Constitution. De nos jours, il a tendance à dépasser de plus en plus son rôle défini à l'origine, celui de gardien de la Constitution, des préambules et des grands principes généraux. Le risque est de ne pas tomber dans le gouvernement des juges. Nous n'avons pas droit à l'auto saisine et ne devons pas nous comporter comme une chambre d'opposition. Certains parlementaires ont dénoncé certaines dispositions du paquet fiscal voté l'été 2007 et nous ont saisi. Nous avons étudié le texte, sa conformité constitutionnelle et avons même étendu notre saisine à la non rétroactivité de certaines mesures fiscales. Ce qui entre dans nos compétences. Nous avons également été saisis par l'opposition pour étudier la loi sur l'émigration et les tests ADN. En revanche, sur les statistiques ethniques qui paraissent essentielles, nous n'avons pas été consultés. Là aussi, nous avons étendu notre saisine. Nous avons rendu un arrêt stipulant que le système d'utilisation des tests ADN ne dépendra plus du contrôle d'un juge, mais de l'administration. Actuellement, le Conseil Constitutionnel doit préserver un équilibre délicat, il ne doit absolument pas apparaître comme une chambre d'opposition, c'est un rôle qui revient aux députés, mais qui fait cruellement défaut en ce moment. Le Conseil Constitutionnel est une Cour suprême très particulière. Nous souhaitons vivement obtenir la saisine du judiciaire, c'est-à-dire que le juge d'appel puisse nous saisir.

En conclusion, je réaffirme mon souhait de voir le Parlement revenir aux grands débats politiques, et ne plus se noyer dans les détails techniques. Il faut donner un coup d'arrêt à la judiciarisation de notre société, qui entraîne blocage et paralysie.

Marie-Clotilde Hingray
(Propos non revus par les intervenants)

« *VERS UN NOUVEAU MOYEN-ORIENT* »

ALEXANDRE ADLER *HISTORIEN*

Le vendredi 21 mars, au Sénat, Géostratégies 2000 a reçu l'Historien Alexandre Adler, afin qu'il présente aux membres du Club ses dernières réflexions sur la situation au Proche et Moyen-Orient. Journaliste, chroniqueur à France-Culture, il a analysé avec pertinence les différentes crises qui agitent la région, avec, en toile de fond, la campagne des primaires aux Etats-Unis et nous a aidé à mieux comprendre ce nouveau Moyen-Orient, qui, chaque jour, se dessine un peu plus.

Alexandre Adler le reconnaît sans ambages : l'évolution positive qu'il avait anticipée, dans tout le Moyen-Orient, ne s'est pas réalisée. Et pourtant, se défend-il, des signaux encourageants s'allumaient. Mahmoud Abbas, le successeur de Yasser Arafat à la tête de l'Autorité Palestinienne, dénonçait l'intifada. En Israël, Sharon poursuivait sa politique d'ouverture. L'Iran, où s'exprimait une lassitude contre le régime et une envie de modernité, semblait mûr pour un basculement. Quant à la Syrie, on pouvait penser que Bachar el-Assad parviendrait à se détacher de l'influence des clans, à introduire plus de démocratie et à reconnaître l'indépendance du Liban. En Algérie, la victoire des forces laïques paraissait irréversible. Or, tous ces espoirs se sont révélés infondés. Les relations israélo-palestiniennes sont « exécrables », souligne Alexandre Adler. L'anarchie règne dans les territoires palestiniens, depuis la victoire électorale du Hamas en 2006. Les affrontements entre l'armée israélienne et les militaires du Hamas à Gaza s'intensifient, un retrait unilatéral israélien n'est plus envisageable. Le Premier Ministre, Ehoud Olmert, n'a ni le charisme, ni la popularité de Sharon, et sa marge de manœuvre est très faible. Les conservateurs iraniens maintiennent une très forte pression, en jouant de la crise nucléaire qui les oppose aux Occidentaux. La Syrie accroît ses actes de violence à l'encontre de la classe politique libanaise, maintient le Hezbollah sous sa coupe. En Algérie, Bouteflika est engagé dans un bras de fer avec les militaires, mais il ne peut empêcher un nouveau mouvement d'islamisation de la société civile. En Egypte, la situation n'est guère plus réjouissante. Les Frères Musulmans ont réussi à faire appliquer la censure des publications et des films, le bannissement de l'alcool et les prières dans les aéroports. Le Maroc, qui a connu un taux d'abstention record (60%) aux dernières élections, et la Lybie, sont également fragilisés.

v DES EVOLUTIONS ENCOURAGEANTES

Heureusement, au milieu de cette tourmente, des raisons d'espérer existent, explique Alexandre Adler. On doit se féliciter tout d'abord de la stabilisation de l'Arabie Saoudite, qui bénéficie du regain de la manne pétrolière, et peut s'appuyer sur un très bon gouvernement, avec à sa tête, Abdallah, un roi modéré, prêt à reconnaître l'Etat d'Israël et qui a interrompu les flux d'argent envers les mouvements islamistes. Il soutient aussi le pouvoir démocratiquement élu au Liban, la Jordanie, l'autorité de Mahmoud Abbas en Palestine et favorise les manœuvres de réconciliation entre sunnites et chiites en Irak. Toutefois, on ne peut ignorer que le peuple et l'autorité religieuse restent encore, pour le moment, en totale opposition avec cette ouverture et ces initiatives. Et l'Irak, contrairement aux thèses

généralement soutenues, ne court pas à la catastrophe. Il existe actuellement une opportunité d'y construire un Etat pluraliste religieux. Le chiisme irakien, même s'il n'est pas unifié, constitue une donnée politique incontournable. Il y a une foule de petits partis unis contre les sunnites et soutenus par les Kurdes. L'Irak n'explosera pas, car les Sunnites ne peuvent faire sécession. Ils ne disposent pas des richesses pétrolières, et de plus, Al Quaida a multiplié les exactions contre leurs chefs de tribu. Déçus, ceux-ci se sont insurgés et commencent à rejoindre les Américains. Quant aux Kurdes, ils auraient eux aussi beaucoup à perdre d'une sécession et se satisferaient d'une autonomie. Ainsi, Kirkouk, riche ville pétrolière, où cohabitent également des Turcs, pourrait devenir un district fédéral. Si les Américains n'ont pas gagné, ils n'ont pas non plus perdu. De plus en plus de factions leur apportent leur coopération. Leur retrait ne compliquera pas la situation, car de nouvelles forces de paix émergent en Irak, affirme Alexandre Adler, qui insiste aussi sur les relations très étroites liant Iran et Irak. Chaque grand dirigeant chiite irakien prend appui derrière un responsable iranien, ils collaborent ensemble. Les Iraniens sont bien conscients que la présence américaine a stabilisé l'Irak, ils ne souhaitent pas un départ précipité car ce serait, pour eux, une catastrophe de les remplacer au pied levé pour protéger les chiïtes. Cela leur a permis de rétablir une certaine influence dans ce pays, et aussi en Afghanistan. L'Iran, tout en maintenant une réelle pression, a donc cessé d'être un réel perturbateur dans la région, mais il restera un obstacle majeur, tant que la crise nucléaire ne sera pas réglée.

v SORTIR DE L'IMPASSE DU NUCLEAIRE IRANIEN

Dernièrement, les agences de renseignement américaines ont publié une analyse, qui, à première vue, exonère l'Iran de toute ambition nucléaire. Est-ce par esprit de revanche, de volonté d'indépendance par rapport au gouvernement Bush, s'interroge Alexandre Adler. En tout cas, selon leurs conclusions, l'enrichissement ne fournit pas à l'heure actuelle, de matériau pour les bombes. En clair, l'Iran n'a pas franchi la ligne rouge, mais se donne tous les moyens pour y parvenir. Une analyse qui justifie une négociation serrée, mais condamne toute guerre. Ce délicat dossier a également eu des répercussions internes, il a scissionné le Parti conservateur iranien, et permis une avancée des modérés, plus pragmatiques. Parmi eux, on trouve des proches de Rafsandjani ; de Qalibaf, le maire de Téhéran, ancien chef de la police et héros de la guerre contre l'Irak et aussi de Larijani, membre du Conseil de la Révolution. Donc, le Président Ahmadinejad, représentant du courant fondamentaliste dur, se trouve de plus en plus sous le feu des critiques de son propre clan. En même temps, les rapports de force évoluent aussi à Washington. Certains proches du Président Bush ne seraient pas étrangers aux fuites des services de renseignement. Sur le terrain, en Irak même, des concessions ont été acceptées. L'arrêt des massacres sunnites à Bagdad, en échange d'une coopération entre Américains et forces chiïtes extrémistes. Au Liban, où le Hezbollah ne parvient plus à cacher ses nombreuses fêlures, les chiïtes rejettent dorénavant toute intervention syrienne et préféreraient une protection iranienne. La donne bouge au Moyen-Orient et le bilan est peut-être moins catastrophique qu'il n'y paraît, remarque Alexandre Adler, qui prédit, en revanche, un changement radical aux Etats-Unis, après les élections présidentielles. Quel que soit le vainqueur, Mac Cain ou Obama, on assistera à un retour au « recentrement sur l'espace intérieur ». Une nouvelle forme de protectionnisme qui exclura toute tentation impériale dans un Moyen-Orient qui a clairement montré qu'il ne veut pas vivre sous la coupe américaine, note Alexandre Adler, avant de conclure par un bref clin d'œil à la Turquie. Un pays, qui selon lui, n'appartient pas au Moyen-Orient, mais dont le modèle commence à intéresser les élites, notamment celles de Syrie. Cette démocratie, qui fonctionne avec des islamistes au pouvoir, est un modèle susceptible de les influencer. Les peuples du Moyen-Orient plébiscitent de plus en plus une certaine façon de vivre, plus orientée vers la liberté et l'ouverture, se réjouit-il.

Ce passionnant exposé s'est poursuivi par un débat, animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, qui a donné lieu à de nombreux échanges, particulièrement enrichissants.

Un intervenant : Quelle est la politique de Mac Cain ? Veut-il un retrait des troupes ou au contraire, renforcer leur présence ?

Mac Cain est fils d'amiral, lui-même amiral et a un fils qui est officier Marines en Irak. Il est aussi un adversaire historique de Bush, mais beaucoup plus nuancé que lui. Il exprime l'opinion militaire. La situation n'est pas comparable à celle du Vietnam. Ce qui rend le contexte difficile, c'est la guerre civile qui se développe. Comme l'armée américaine, il pense que l'enlèvement en Irak coûte cher, qu'elle empêche toute modernisation et tout redéploiement des moyens. Il est en train de préparer un repli en bon ordre du Moyen-Orient, et en profite pour dénoncer l'absence de courage et de compétence de ses adversaires démocrates. Il y a des similitudes avec Nixon en 1972, il y a aussi quelque chose de « Gaullien » chez Mac Cain.

Général Bernard Durieux : Pourquoi ce blocage israélien sur des décisions susceptibles de rétablir enfin la paix ? Par exemple, arrêt puis diminution du nombre des implantations ; partage de Jérusalem.

Il y a un blocage qui émane à la fois de la classe politique et de la société. Certes, 75% des Israéliens soutiennent l'idée d'un repli des territoires occupés, mais il n'y a pas de volonté politique pour la faire aboutir. Pour Sharon, le retrait de Gaza ne représentait qu'une première phase de son plan, la seconde aurait été de réussir à faire plier bagages à 40% des colons de Cisjordanie. Mais Sharon n'est plus là, Olmert n'a ni son charisme, ni sa force politique. Et les récents bombardements ont fait voler en éclat l'idée qu'une évacuation de Gaza apporterait plus de sécurité à Israël. Par ailleurs, le système israélien de proportionnelle intégrale rend impossible le vote de toute réforme difficile. Les voix religieuses qui appartiennent à la coalition se retireraient et provoqueraient la dissolution du gouvernement. De plus, Kadima, le parti créé par Sharon, qui se veut plus au centre de l'échiquier politique que le Likoud, ne recueille plus que 7,8% d'opinions favorables. Olmert, lui-même, n'est guère populaire, car ses deux fils vivent aux Etats-Unis et n'ont jamais fait la guerre, ce qui est inacceptable pour la population. Par ailleurs, les Palestiniens eux-mêmes sont assez réticents qu'Israël opère un retrait unilatéral, le Hamas a bien compris qu'il pourrait s'agir d'un piège difficile à gérer. Quant à Jérusalem, Olmert connaît bien le problème, puisqu'il en a été le maire pendant vingt ans. La ville, qui n'est pas encore unifiée, peut, selon lui, être séparée. Il fait preuve d'un certain courage, mais n'a pas la capacité à gouverner et sa politique au Liban est un véritable fiasco.

Une intervenante : Pourquoi cette certitude des pays développés et démocratiques qu'ils pourront imposer leurs règles de fonctionnement ? Comment penser que les pays du Moyen-Orient se « désislamisent » alors que c'est complètement faux. Il ne faut pas sous-estimer ce qui se passe parmi les peuples.

Certes, l'islamisme n'est pas en régression. Mais, lorsque leurs forces sont au pouvoir, elles sont assez « débonnaires », comme en Turquie. Le voile à l'université est la seule concession que le régime laïc va devoir faire. Cependant, globalement, on voit moins de femmes voilées qu'auparavant. Le Pakistan, qui nous était présenté comme un « Grand Guignol » a donné aux dernières élections une forte majorité au parti laïc. « La photo n'est pas le film ». Face au FIS, l'Algérie a tenu, au Maroc et en Tunisie, on observe un infléchissement de ce mouvement. Il ne gagnera pas, si on s'y oppose avec fermeté. En France, c'est une grande majorité de musulmans qui se sentent d'abord Français et Républicains.

Jean-Louis Pierrel (Responsable des relations universitaires IBM France) : De nombreux indicateurs économiques semblent dessiner un possible décollage économique de l'Égypte. Est-ce compatible avec la fermeture islamique de ce pays ?

L'Égypte connaît une croissance de 5 à 7%, les pétro dollars s'investissent dans l'agriculture et le bâtiment. Si on maintient cet équilibre politique précaire, la vague islamiste refluera. Toutefois, il ne faut pas oublier l'exemple de l'Iran. C'est dans une phase économique ascendante que le Shah a été renversé ... La vigilance s'impose, surtout si on assiste, après une envolée, à un tassement des prix

pétroliers. Le choc pourrait être terrible pour l’Egypte.

Claude Verdier (Ex Président Entreprenariat Sciences Po) : Que pensez-vous des manœuvres des islamistes et d’Al Quaida dans la Corne de l’Afrique (Erythrée, Somalie) et même au Soudan ?

Une marge de la civilisation africaine a basculé vers le monde arabe, en Erythrée, en Somalie, mais ce phénomène est en régression. L’Ethiopie redevient une puissance sur l’échiquier régional. Le cas du Soudan et la crise du Darfour sont très spécifiques. Le Soudan est un Etat mulâtre, qui au Nord, se mélange avec le monde arabe, l’Egypte qui au Sud, résiste à l’islamisation. Historiquement, le Darfour est un royaume islamique africain Or, maintenant, il s’insurge contre cet islamisme arabe et veut retrouver son identité africaine. Il faut à tout prix éviter un éclatement du Soudan et œuvrer en faveur d’une réconciliation au Darfour. Globalement, l’islamisme est en régression, s’il subit un échec en Iran, ce sera, comme le disait Churchill « non le commencement de la fin, mais la fin du commencement... ».

Marie-Clotilde Hingray
(Propos non revus par les intervenants)

« LA DEFENSE EUROPEENNE ET SES AMBIGUITES »

GÉNÉRAL D’ARMÉE JEAN COT

Répondant à l’invitation de Géostratégies 2000, le Général d’Armée Jean Cot a participé, le mardi 13 mai, au petit-déjeuner organisé dans les salons du Sénat, consacré à la Défense européenne. Ancien commandant de la Forpronu en ex-Yougoslavie, il n’a pas caché les déceptions que lui inspire l’actuelle politique de défense de l’Europe et a dénoncé avec véhémence les ambiguïtés derrière lesquelles elle se retranche. S’il a particulièrement critiqué le jeu des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, il a aussi reproché aux Européens leur manque de volonté politique et leurs moyens financiers dérisoires.

Depuis 1945, la politique de défense européenne a suivi un parcours chaotique. Le poids exorbitant du partenaire américain y est pour beaucoup, mais quelque part, cette hégémonie rassure les Européens, car elle leur sert d’alibi pour modérer leurs propres ambitions, lance un brin provocateur le Général Cot, qui souligne dans le même temps la position atypique de la France. En 1948, les Européens posent un premier jalon avec la création de l’UEO, mais celle-ci tombe vite dans un sommeil profond, suite au retour des Américains et la mise sur pied de l’OTAN. En 1954, pour tenter de mieux encadrer le réarmement de la RFA, la CED (Communauté Européenne de Défense) voit le jour, mais aussitôt, la France, avec la collusion des gaullistes, des communistes et d’une partie des socialistes, la rejette. En 1966, autre coup d’éclat, le Général de Gaulle décide de faire sortir la France de l’organisation intégrée de l’OTAN, tout en restant dans l’alliance. Ce fut un véritable coup de Jarnac pour l’OTAN, concède le Général Cot. Les bases aériennes, les différents PC ont été éjectés, l’Alliance était privée de sa principale plate-forme. Toutefois, note-t-il, cette sortie spectaculaire n’a pas favorisé l’intégration

européenne. A cette époque, il était encore possible d'infléchir l'OTAN de l'intérieur, une occasion a peut-être été manquée. L'implosion du Pacte de Varsovie, en 1990, provoque une crise existentielle au sein de l'OTAN. Sa mission d'origine, opérationnelle et défensive, n'a plus de raison d'être. Va-t-on la dissoudre ? La guerre yougoslave, qui éclate en 1991, lui sert de planche de salut, l'OTAN va survivre à la fin de la guerre froide.

v DES STRUCTURES INEFFICACES

En 1999, pour son cinquantième anniversaire, un grand sommet est organisé à Washington, suivi d'un autre, à Cologne, pour saluer le passage à 26 de ses membres. Et simultanément, des structures européennes de défense sont lancées. Malheureusement, souligne le Général Cot, aucun état-major permanent et opérationnel (équivalent du SHAPE de l'OTAN), n'est prévu. C'est une lacune majeure, tant qu'il n'y aura pas une telle structure, la défense européenne restera une illusion. Au Darfour, actuellement, la France a son PC, l'opération est dirigée par un Général irlandais, et tout autour, on bricole, on re-fabrique du nationalisme... Il existe pourtant une stratégie européenne de sécurité, telle que l'a définie Javier Solana. Avec 450 millions d'habitants et 1/4 du PIB mondial, l'Europe a besoin d'une défense autonome, qui repose sur deux idées essentielles : apaiser et aider le voisinage, œuvrer en faveur du multilatéralisme, dans le cadre des institutions internationales. Le Traité de Lisbonne, qui a sauvé le principe d'un Président de l'Union Européenne, rééligible deux fois, et d'un Haut Représentant pour les questions de politique de sécurité et de défense, va dans le bon sens. Néanmoins, déplore le Général Cot, il est regrettable que, sous la pression de la Grande-Bretagne, les symboles européens, comme le drapeau, l'hymne et la devise, aient été abandonnés.

v LES ACTEURS DE LA DEFENSE EURO-PEENNE

En dépit des apparences du sommet de Saint-Malo de 1998, présenté de ce côté-ci de la Manche comme un grand succès, les Britanniques ne se sont pas convertis à la Défense européenne, martèle le Général Cot. Ils acceptent de lâcher un peu de lest de temps en temps, mais sans plus. Leaders en matière de défense européenne, ils occupent une place privilégiée et peuvent aisément la contrôler et l'influencer. Parallèlement, ils tiennent énormément à leur vocation de « pont » entre les Etats-Unis et l'Europe. Penser que l'Europe peut redémarrer sous l'impulsion des quatre grands pays qui la composent, est une imposture. Le Royaume-Uni est et restera un obstacle, tant qu'il n'aura pas compris que son destin est sur le Vieux Continent. Il virera de bord, car il est très pragmatique, mais nul ne sait à quelle échéance, explique le Général Cot, préoccupé également par l'évolution très atlantiste des pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO). Ce fut une erreur de pousser les anciens satellites de l'URSS dans l'OTAN (notamment les Pays Baltes), mais il est tout à fait logique qu'ils l'aient intégrée. L'UEO n'avait rien à offrir. Sortant d'une lourde dictature, ils avaient besoin d'une solide garantie, que seuls les Etats-Unis ont pu leur procurer. Les PECO ne rallieront vraiment l'Europe que lorsqu'elle disposera d'outils crédibles en matière de défense. Quant aux Etats-Unis, s'ils soutiennent l'intégration européenne, ils s'opposent à une émancipation totale. Ils acceptent une identité européenne de sécurité et de défense, mais seulement à l'intérieur de l'OTAN. Pour eux, un contrôle stratégique sur l'Europe va de soi, ce qui peut sembler ahurissant, s'insurge le Général Cot. Bien au-delà de l'actuelle administration Bush, un point de vue a toujours prédominé : les Etats-Unis d'abord. Il est inquiétant de voir une superpuissance se laisser aller à de tels excès, trouver même que l'OTAN impose trop de contraintes. Si l'Europe leur fait un peu peur, ce n'est pas à cause de ses structures de défense, mais des vellétés d'indépendance qu'elle pourrait manifester. Comme le résume Nicolas Baverez, c'est un double mensonge qui fonde l'OTAN. D'une part, l'Europe affiche une volonté de défense, sans s'en donner les moyens, et de l'autre, les Américains font semblant de lui laisser une marge de manœuvre dans l'OTAN. Il est vrai, reconnaît le Général Cot, que les écarts en matière de défense sont beaucoup trop importants. L'Europe, qui compte 500 millions d'habitants et 2 millions de soldats, ne consacre que 150 milliards au budget de la défense, soit 1,3% du PIB. Les Etats-Unis, en revanche, avec 300 millions de personnes et 1,4 million de militaires, dépensent 450 milliards de dollars, soit 3,8% du PIB (hors frais consacrés aux guerres d'Irak et d'Afghanistan). Tandis que l'Américain débourse chaque année 1200 euros pour son armée, l'Européen n'en verse que 400 ! A cela, se rajoute un immense gaspillage, avec la juxtaposition de 27 politiques de défense et de

27 budgets nationaux. L'Europe n'a pas à avoir les mêmes ambitions, ni la même philosophie que les Etats-Unis, pour ce qui est de l'emploi de la force. Mais, un tel effacement l'empêche d'avoir une réelle influence sur la marche et la gouvernance du monde. Il est de notre responsabilité de réagir, conclut le Général Cot.

Le débat, riche et animé, mené par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a prolongé le passionnant exposé du Général Cot.

Intervenant inconnu : Il semble naturel que l'OTAN soit un instrument de sécurité et de défense de l'Europe, avec, marginalement, une sous-traitance confiée à celle-ci, dans le cadre des missions de Pattersberg. Ce postulat de base est-il réellement indiscutable ?

Nous n'avons pas le droit d'effacer les guerres du paysage, mais nous devons prendre conscience que les intérêts entre l'Europe et les USA seront de plus en plus divergents. Nous allons nous éloigner de plus en plus et dans tous les domaines, notamment le social. Par ailleurs, le contexte actuel est radicalement différent de celui de 1945. A cette époque, l'Europe était exsangue et le Pacte de Varsovie constituait une menace colossale. Désormais, trop de divergences se font jour entre nos intérêts vitaux. Il n'y a pas de complémentarité entre l'OTAN et la politique européenne de défense. La première sert seulement d'alibi à la seconde, pour investir moins de fonds. Il faut absolument que nous gagnions, non seulement notre autonomie, mais aussi notre indépendance en matière de défense. Seule, une alliance transatlantique reposant sur deux piliers, les Etats-Unis et l'Europe, doit être maintenue.

Jean-Louis Pierrel (Responsable des relations universitaires – IBM France) : Oui à une armée européenne indépendante ou autonome, mais contre quelles menaces et pour quelles missions ?

L'idée que l'on va pouvoir relancer l'Europe de la Défense en ayant plus d'influence dans l'OTAN, n'est plus à l'ordre du jour. La France ne suit plus cette ligne. Gerhard Schroeder avait, lui aussi, été clair. Selon lui, l'OTAN n'était plus le lieu prioritaire où les Européens définissaient leurs stratégies. Quant à Angela Merkel, elle s'est déclarée en faveur d'une armée européenne.

Andrew Lloyd (Gérant ALA) : Si vous vous mettiez à la place d'un Britannique, quels seraient vos premiers pas pour créer une politique européenne de la défense ?

Je n'attends pas de miracle. Je pense que votre pragmatisme vous fera rompre avec votre ambiguïté.

Philippe Abelin (Corps des Attachés Economiques – Ministère de l'Economie) : Poutine n'a-t-il pas raison lorsqu'il refuse l'intégration des pays d'Eurasie au sein de l'OTAN, ainsi que l'installation d'une défense anti-missile en République Tchèque et en Pologne ?

Il faut arrêter de bousculer la Russie. La Russie éternelle est un grand pays, avec un formidable potentiel, de grandes richesses. Ce serait de la folie de faire entrer l'Ukraine ou l'Azerbaïdjan dans l'OTAN. L'installation de missiles anti-balistiques américains en Europe Centrale est également une aberration. Nous ne devons pas chercher à humilier la Russie.

Contrôleur général Jacques Lutfalla (Secrétaire Général des Anciens Elèves du Lycée Charlemagne) : A moyen terme, le principal danger n'est-il pas la dépendance de l'Europe au gaz russe ?

Des risques considérables existent sur le long terme. Nous devons aussi nous protéger contre l'imprévisible. Si nous épuisons nos ressources naturelles, un clash se produira. La population mourra

sur place ou se révoltera. Il ne faut pas prendre à la légère ce possible « grand clash de l'univers », quand on sait qu'une grande partie des habitants de la planète vivent avec moins d'un euro par mois.

Patrick Kernén (Colonel, Ingénieur en chef des Etudes à la DGA) : Quel est le rôle de la Turquie, au regard des objectifs de sécurité et de défense européens ? N'y a-t-il pas de risques importants de la voir basculer vers l'Iran et l'Afghanistan, si nous la laissons trop longtemps hors de l'Union Européenne ?

Je suis opposé à l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne. Elle représente la civilisation de l'Empire Ottoman. C'est un catalyseur qui peut encore jouer un rôle régional apaisant, non négligeable, un peu comme l'Union Européenne. Nous ne devons pas l'enlever à sa sphère d'influence.

Jacques Belle (Président de la Commission Consultative du Secret de la Défense Nationale) : Quel futur pour le Kosovo ? Paix ou croisade ?

Dans la guerre qui a été menée, la stratégie du tout aérien a été une énorme erreur. On n'a pas osé prendre position sur le statut final du Kosovo, quand il en était encore temps, et aujourd'hui, avec l'indépendance, on a la pire des solutions. Pour la Bosnie, la Serbie et la Croatie, c'est une véritable catastrophe. Et pour la Tchétchénie, l'Albanie et l'Ossétie, cela pourrait constituer une référence.

Son Excellence Pavel Fischer (Ambassadeur de la République Tchèque à Paris) : Je tiens à apporter un droit de réponse au projet de bouclier antimissile américain en Europe Centrale. Je voudrais préciser qu'il y a beaucoup d'installations similaires dans les pays de l'OTAN. C'est une question qui divise l'opinion publique tchèque. Beaucoup d'intérêts extérieurs se projettent dans ce débat. La réaction des généraux russes qui nous ignorent et veulent régler la question directement avec les Etats-Unis, nous gêne énormément. Cela nous rappelle la guerre froide. Par ailleurs, l'entrée dans l'OTAN de ces pays d'Europe Centrale a entraîné une croissance rapide des investissements, un rattrapage des richesses. Cela leur semble une structure très adaptée pour leur développement et leur sécurité.

Est-ce vraiment l'OTAN qui vous a permis de décoller économiquement ? Ne serait-ce pas plutôt votre ancrage dans l'Union Européenne ?

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000 – Membre du Conseil Général et du Comité Monétaire de la Banque de France) : En Europe, les différents pays ne seraient-ils pas le reflet de l'opinion de leurs citoyens ?

Les citoyens sont très mal informés sur les questions de défense et pourtant, ils font preuve de beaucoup de bon sens. Pour 85% d'entre eux, les décisions stratégiques se prennent au sein de l'Union Européenne, et non de l'OTAN. Pour engager et mobiliser les peuples, il faut leur proposer de grands desseins, et ne pas faire de promesses d'ordre démagogique visant, par exemple, à les défendre contre l'immigration ou les importations ! Oeuvrer pour une meilleure gouvernance du monde, pour une Europe Puissance prête à relever les défis humanitaires, pourrait être très fédérateur. Or, à ce jour, notre politique de défense est un subterfuge. La politique européenne de sécurité et de défense regroupe seulement 100 000 hommes, sur 2 millions de soldats, soit 5% du total des forces de sécurité européenne.

Marie-Clotilde Hingray
(Propos non revus par les intervenants)

« L'ARCTIQUE ET LES DERNIERS TERRITOIRES VIERGES DE L'EXPLORATION PETROLIERE ET GAZIERE »

THIERRY DESMAREST, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GROUPE TOTAL

Le mardi 17 juin, Géostratégies 2000 a reçu, dans les salons du Sénat, le Président du Conseil d'Administration du Groupe Total, Thierry Desmarest, venu livrer ses réflexions sur l'Arctique et les derniers territoires vierges de l'exploration pétrolière et gazière, et plus généralement sur la situation énergétique mondiale. Reconnaisant qu'il y a actuellement peu de raisons de se réjouir, tant au niveau de l'évolution des prix que des perspectives de réserve, il a fait le point sur les grands projets de Total. Il s'est félicité de voir le groupe repousser sans cesse ses limites et a cité en exemple la prochaine exploitation du champ de Chtokman, dans l'Arctique, en association avec Gazprom et Statoil. Un chantier complexe, une aventure extraordinaire !

Avant toute considération plus stratégique, Thierry Desmarests tient à rappeler le contexte énergétique mondial. Le pétrole et le gaz couvrent 60% des besoins mondiaux en énergie primaire, et en 2030, cela avoisinera encore les 50%. Les énergies fossiles (pétrole, gaz et charbon) permettent de satisfaire 80% des besoins ; dans vingt ans, ce pourcentage n'aura baissé que de 10%. Les évolutions restent extrêmement lentes, souligne-t-il. Pour ce qui est du pétrole, la demande a augmenté entre 1,5 et 2% par an, car elle est tirée par la croissance de l'Asie et du Moyen-Orient, et dans une moindre mesure, par celle de pays industrialisés comme les Etats-Unis. Les tensions actuelles sur les prix témoignent des difficultés qu'a la production à s'adapter à la demande. D'une part, les fondamentaux sont très serrés, nous avons une production qui est, à 98%, « pied au plancher », avec peu de capacité de réserve, et d'autre part, les tensions dans les pays producteurs, comme les sanctions contre l'Iran ou l'insécurité en Irak, agitent les marchés. La combinaison de ces deux facteurs fait remonter les prix. Il faut également tenir compte d'autres éléments impondérables, comme le déclin de l'offre dans d'anciennes zones de production, la raréfaction des territoires accessibles pour l'exploration. De plus, les pays producteurs prospères sont soucieux de ne pas épuiser toutes leurs réserves dans un avenir proche. Notre rôle chez Total, est d'essayer de les convaincre qu'ils ont intérêt à augmenter leur production, note Thierry Desmarest. Nous devons aussi repousser nos limites, nous aventurer dans des « terra incognita », dans de l'off shore très profond, au Canada, dans le Golfe de Guinée, promouvoir de nouvelles technologies, indispensables pour exploiter les hydrocarbures liquides.

v L'ARCTIQUE : UN POTENTIEL DE RICHESSE, UN DEFI ECOLOGIQUE

L'Arctique fait partie de ces défis que nous devons relever. C'est un milieu extrême, très hostile, qui dispose de ressources non négligeables. Les cinq pays qui ont des côtes sur l'Océan Arctique, à savoir la Russie, les Etats-Unis, le Canada, la Norvège et le Groenland bénéficient de zones économiques exclusives dans les régions maritimes. (Certaines comme le Nord de la Sibérie et l'Alaska, sont déjà largement exploitées). Mais ils se disputent la souveraineté des eaux autour du Pôle Nord, ce qui constitue une entrave à notre développement. Paradoxalement, le réchauffement planétaire crée une meilleure donne économique et suscite des espoirs, note Thierry Desmarests. La banquise du Pôle Nord fond, la température s'est élevée de 3 à 4° depuis 1950, et l'épaisseur de glace en hiver est passée de 4 à 2 mètres. Ces changements vont permettre une navigation en toute saison et l'ouverture de nouvelles routes commerciales, rendant la région beaucoup plus accessible et donc rentable. Ce qui n'est pas négligeable, puisqu'elle abrite, vraisemblablement 3% des réserves mondiales d'hydrocarbure, 40 milliards de barils équivalent pétrole (essentiellement du gaz russe). Son potentiel semble également immense, puisque 20 à 25% de ce qui reste à découvrir dans le monde, se trouve dans ce périmètre. Toutefois, insiste Thierry Desmarest, les obstacles demeurent nombreux. L'éloignement rend difficile

l'acheminement des infrastructures, les conditions de travail sont éprouvantes, et le problème des icebergs dérivants n'a pas encore été réglé. Il faut également apporter la plus grande attention aux préoccupations environnementales. Cette région, fragile et précieuse, possède une biodiversité et un patrimoine très riches, déstabilisés à cause du changement climatique. Toute pollution accidentelle peut se révéler désastreuse, les grands groupes pétroliers doivent faire preuve d'un haut degré d'expertise et de rigueur, et travailler en collaboration avec des ONG.

v UNE POLITIQUE AMBITIEUSE

Total a déjà une solide expérience en la matière, se félicite Thierry Desmarests. Elle remonte à plus de trente ans, avec une production terrestre, dans le Nord de la Russie, et un gisement offshore, ainsi qu'une usine de liquéfaction. dans le Nord de la Norvège Actuellement, nous nous attelons à un projet gigantesque, le développement du champ de Chtokman, à 600 kilomètres au nord de Mourmansk, en association avec les Russes de Gazprom et les Norvégiens de Statoil. Il pourrait satisfaire la consommation française de gaz pendant 50 ans, mais sa complexité technique est énorme, notre savoir-faire dans l'off-shore est indispensable ici Il devrait nous permettre de gérer au mieux les conditions météorologiques extrêmes, notamment, les glaces dérivantes. Une première étape est prévue en 2013 avec une production de gaz de 20 milliards m³ (soit la moitié de la consommation de notre pays). L'Arctique, en dépit de ses nombreux atouts, ne suffira pas à rééquilibrer le marché. Il faut aussi miser sur les sables bitumineux (au Vénézuéla et au Canada) et sur les schistes. L'enjeu est planétaire, lance en guise de conclusion Thierry Desmarests, il nécessite une coopération internationale et la mise en place de mécanismes communs de surveillance pour assurer la protection et la sauvegarde de l'environnement.

Un débat vivant et enrichissant a prolongé l'exposé très apprécié de Thierry Desmarests, qui a su captiver son auditoire.

Jean-Louis Pierrel (Responsable relations universitaires IBM France) : Peut-on considérer l'Arctique comme l'une des dernières opportunités de rééquilibrage des réserves, au niveau géostratégique ?

Ma réponse est négative, car l'Arctique recèle essentiellement du gaz appartenant à la Russie. Et ce pays dispose déjà des ressources en gaz les plus importantes au monde.

Colonel Jean-Luc Lefebvre (Cadre Professeur. Collège Interarmées de Défense) : Comment appréhendez-vous la dépendance énergétique de l'Europe ? Des groupes comme le vôtre ont-ils des contacts avec les autorités européennes pour réduire cette dépendance ?

L'Europe est incapable de mettre en œuvre une politique énergétique commune, surtout à cause de la fracture du nucléaire, qui oppose les pour et les contre. Le fait qu'en moins de dix ans, le pétrole soit passé de 30 à 120 dollars le baril, va peut-être accélérer les choses. Bruxelles va peut-être reconnaître que le nucléaire n'émet pas de gaz carbonique, et qu'il peut se positionner comme l'un des outils les plus précieux contre le réchauffement climatique. Globalement, je suis assez pessimiste. Si l'Europe était unie, elle ne disposerait pas de moyens de pression supplémentaires à l'encontre de la Russie. Selon moi, le plus important est de diversifier nos approvisionnements et d'augmenter notre taux d'indépendance énergétique. Notre sécurité d'approvisionnement s'améliore grâce à la construction d'usines de liquéfaction qui permettent d'aller chercher le gaz plus loin. Mais nous devons aller de l'avant, le pétrole de la Mer du Nord est en déclin, il n'y a presque plus de charbon, il faut absolument développer le nucléaire et les énergies renouvelables, mais cela demande du temps...

Thierry Le Roy (Conseiller d'Etat) : Concernant le gisement de Stockman, comment Gazprom a-t-il choisi ses partenaires ?

Le processus de sélection a été très lent. Au départ, il y avait deux compagnies américaines, deux

norvégiennes et Total. Les Russes ont tout d'abord trouvé que les contreparties proposées étaient trop faibles. Lors du second appel d'offre, les Américains se sont retirés et les deux Norvégiens ont fusionné. Le consortium a été mis sur pied. Gazprom en détient 51%, Total 25% avec un droit de veto et Statoil 24%. Pour les Russes, l'exploitation du gaz est un instrument de puissance à la fois politique, géostratégique et économique. Poutine, lui-même, est très au fait de toutes ces questions. Pour Total, cette aventure va nécessiter de gros investissements, il faudra aussi jumeler les compétences des chantiers russes.

Benoît Koukebene (Président Telema, ONG, ancien Ministre des hydrocarbures au Congo Brazzaville) : Comment réduire la dépendance de la France vis-à-vis de la Russie, pour le diesel ?

Ce déficit est provoqué par l'inadéquation des capacités de raffinage. En France, à cause d'une fiscalité plus favorable, les comportements ont été biaisés et 75% des véhicules de particuliers roulent au diesel, alors que ce dernier ne devrait alimenter que les camions. Il va certainement y avoir un retour en arrière. Les solutions seront de nature technique, les constructeurs ont déjà commencé à faire plus d'efforts pour ce qui est des moteurs à essence. Il faut également adapter les raffineries, convertir le fuel lourd - moins demandé - en diesel. Le gouvernement devrait aussi opter pour une politique fiscale plus neutre entre les deux carburants, mais ce sujet est très brûlant...

Olivier Jouis (Délégué Général de l'Union Française de l'Hélicoptère) : Il y a vingt ans, on nous annonçait un pic de production pour 1998. Mais, il y a encore des ressources non exploitées, parmi lesquelles les nodules poly-métalliques. La France serait particulièrement bien placée grâce à ses territoires maritimes. Qu'en est-il exactement aujourd'hui ?

Pour ce qui est du « Peak Oil », les diagnostics ont énormément varié. Dans les années 70, le Club de Rome était très pessimiste et a fait de nombreuses mises en garde. Actuellement, nous pouvons affirmer qu'il y a encore 40 ans de réserves de pétrole. Le rythme est aujourd'hui de 87 millions de barils de pétrole par jour et selon toute vraisemblance, on ne dépassera pas les 100 millions. Pour la première fois cette année, on commence à voir les effets de la hausse des prix sur la demande de carburants. Quant aux nodules poly-métalliques, ce n'est pas une source d'énergie, et de plus, leur récupération est très coûteuse. Mais, avec l'envolée des cours des matières premières, leur exploitation deviendra peut-être plus économique.

Georges Laferrière (Trésorier Payeur Général) : Les sables bitumineux seraient-ils plus intéressants ? Est-il vrai que Total étudie la possibilité de construire une centrale nucléaire au Canada pour produire l'énergie nécessaire ?

Ces sables bitumineux ne sont pas plus intéressants que le potentiel de l'Arctique. Au Canada, en ce moment, 3 millions de barils sont extraits par jour, ce qui représente 3 à 4% de la production de pétrole. On en trouve également au Venezuela, mais le contexte politique avec Chavez, est loin d'être favorable pour commencer toute exploitation.

François-Xavier Martin (Président de Crédit X Mines, Secrétaire Général-Trésorier de Géostratégies 2000) : Le prix du pétrole dépend d'événements politiques, les gouvernements peuvent donc avoir une influence. Le pays le plus important, les Etats-Unis, est à la fois consommateur et producteur. Quelle est sa politique réelle ?

L'administration Bush fait clairement porter le chapeau aux pays producteurs, les accusant de recourir à des restrictions de l'offre. Elle perçoit, toutefois, que cette dépendance ne va pas se réduire. Elle essaie de relancer le nucléaire, de s'attaquer aux problèmes d'économie d'énergie. La norme de consommation moyenne des véhicules sortant des chaînes a tendance à s'abaisser. Les Américains sont touchés de plein fouet par la flambée de l'essence, car la part de la fiscalité est beaucoup moins forte que chez nous. De façon générale, le monde a besoin d'une politique américaine plus ouverte en matière d'énergie.

Philippe Abelin (Corps des Attachés Economiques – Ministère de l'Economie) : Est-il logique de mettre un embargo sur les transferts de technologie à destination de l'Iran ? Le problème ne se pose-t-il pas en termes identiques pour les projets liés au gaz en Inde et en Chine ?

L'Inde et la Chine sont deux pays plus faciles à gérer que l'Iran. Là, il y a toute une liste de produits interdits, car ils pourraient intervenir dans les usines du cycle nucléaire. Les Etats-Unis font également pression sur les grandes banques internationales pour les dissuader d'apporter des financements à l'Iran. Total est en négociation pour construire une usine de gaz naturel liquéfié en Iran, mais chaque camp est en phase d'attente, il faudra revoir les discussions, à cause des hausses des coûts de production. Il ne faut pas « injurier l'avenir » et prendre patience.

Préfet Lucien Kalfon : Quelle est votre politique en Birmanie ?

Nous y sommes producteurs de gaz offshore et exportons vers la Thaïlande. Nous avons le devoir de nous assurer que nos activités apportent un certain bien-être à la population, surtout dans la région du gazoduc. Des cliniques, des écoles ont été construites. La dictature militaire ne nous fera pas quitter le pays. Si nous partions, nous serions immédiatement remplacés par la Chine ou l'Inde et la situation de la population empirerait, car il n'y aurait plus aucun accompagnement social.

Yves Gutman-Lajeunesse (Président de Sciences Po – Défense, Directeur à l'Assemblée Nationale) : Est-on en mesure de chiffrer la surconsommation des armées au Moyen-Orient, ses effets sur la consommation mondiale ? Les conséquences sur l'environnement de l'exploitation gazière sont-elles moindres que celles du pétrole ? Total a-t-il des projets d'investissements dans le nucléaire ?

Le seul marché sensible aux opérations militaires est le kérosène, utilisé par l'aviation. Mais, il reste très marginal. Pour le reste, il n'y a pas d'effet marquant sur l'équilibre global. Le gaz semble plus propre et moins nocif pour l'environnement que le pétrole. Il faut toutefois soulever le problème des fuites sur les gazoducs russes, qui réchauffent l'atmosphère et ont un impact sur l'augmentation de la température dans cette zone. Total est intéressé par tous les approvisionnements énergétiques, y compris le nucléaire. Nous avons signé un accord avec Areva-Suez pour construire des centrales nucléaires à Abu Dhabi. Cet Etat va manquer de gaz et souhaite produire son électricité autrement. En même temps, nous pourrions nous attaquer au grand marché du dessalement.

Malika Sorel-Sutter (Membre du Conseil Administration de Géostratégies 2000) : Dans quelles énergies renouvelables Total investit-il actuellement ? A quels pays pensiez-vous, lorsque vous évoquiez ceux qui souhaitent garder des réserves pour leur descendance ? L'accord entre Sonatrach (Algérie) et la Russie aura-t-il des répercussions sur la donne mondiale ?

Concernant les énergies renouvelables, le groupe Total n'est pas vraiment séduit par les éoliennes. En off-shore, elles sont très coûteuses, et à terre, elles créent de plus en plus de problèmes avec les riverains. En revanche, nous sommes attirés par le photovoltaïque, qui devrait croître de plus de 10% par an. Les prix sont élevés, mais ils vont baisser. Les pays qui pensent aux revenus des générations futures sont essentiellement les Emirats. Mais, c'est une stratégie qui a tendance à se développer. Enfin, dernier point, les alliances entre producteurs de gaz n'ont jamais débouché sur du concret. Les Russes, qui disposent de la première réserve au monde, forment une alliance à eux seuls et elle pèse lourd.

Préfet Jean-Pierre Duport (Conseiller d'Etat en service extraordinaire, membre du Conseil Economique et Social) : Y a-t-il des mouvements capitalistiques dans le monde du pétrole ?

Les fusions sont surtout intervenues à la fin des années 1990 Après avoir réussi la nôtre avec Elf et Petrofina, nous sommes devenus la quatrième compagnie pétrolière internationale. En 1990, nous représentions moins de 10% de la capitalisation boursière de Shell, aujourd'hui, nous en sommes à 80%. Il est difficile de prédire si ces mouvements vont se poursuivre. D'où viendraient ces manifestations d'intérêt ? De fonds souverains ? S'ils se comportent comme des actionnaires

institutionnels, ils sont les bienvenus.

Laurence Dors (DGA de Dassault Systèmes. Vice Présidente de Géostratégies 2000) : Alors que l'on assiste à une surchauffe du marché, pensez-vous que les incertitudes liées à la définition exacte des zones économiques off-shore, soient de nature à entraîner une évolution du droit international ?

Il y a des discussions sur les questions de compétence des Etats sur les différents gisements d'hydrocarbures. On pourrait faire des estimations des réserves de chaque côté des frontières maritimes ou alors établir un « joint venture area », mais cette zone mixte soulève encore des problèmes très complexes. De toute façon, les hydrocarbures se trouvent essentiellement dans les grands bassins sédimentaires, qui sont souvent proches des côtes. Il n'y a donc aucune contestation de souveraineté.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000 – Membre du Conseil Général et du Conseil Monétaire de la Banque de France) : Comment voyez-vous l'avenir des compagnies pétrolières ?

Nous avons doublé nos investissements sur les dix dernières années, nous voulons continuer à faire croître notre production de 3% par an. Ce pourcentage est énorme, cela fait en réalité 8% car la moyenne des champs décline de 5% par an. Nous avons la volonté d'investir dans les domaines techniques les plus compliqués, comme l'off shore profond, le gaz liquéfié, les sables bitumineux. Mais, à cause de la surchauffe des marchés, les coûts des projets ont explosé.

Y a-t-il un prix du pétrole raisonnable ?

Il ne faut plus songer aux barils à 20-25 dollars. Compte tenu du coût d'accès à des ressources supplémentaires, il paraît peu vraisemblable que l'on repasse en-dessous de 80 dollars. Peut-être y aura-t-il une accalmie provisoire, mais elle ne durera pas à cause du dynamisme économique asiatique. Dans les pays producteurs, le pétrole apporte la prospérité, mais aussi des divisions. Or, ce n'est pas une fatalité. Il faut promouvoir la transparence des flux financiers, s'assurer que l'argent payé par les compagnies pétrolières et gazières va bien dans le budget de l'Etat. Mais, il y a des limites, on ne peut interférer dans la vie politique des pays.

Marie-Clotilde Hingray
(Propos non revus par les intervenants)